

Et j'ai ici un autre article sur la même question, que j'extrai du journal *Le Devoir* du vendredi 24 septembre 1954, intitulé:

La peur de l'immigrant: un complexe d'infériorité.

Le cardinal Léger réfute les objections à l'immigration.

S. Ém. le cardinal P.-É. Léger, qui était, hier soir, président d'honneur à la séance d'ouverture, de la Semaine sociale de Mont-Laurier, a réfuté les objections faites couramment à l'immigration, en conciliant ce phénomène avec les véritables plaies sociales qui s'appellent le chômage, l'inflation, la crise du logement, la désertion des campagnes, le petit nombre des propriétaires dans nos quartiers urbains.

"Le vrai chrétien, a conclu le cardinal, doit découvrir dans l'immigrant non un étranger ou un rival, mais un frère. Le vrai citoyen doit voir en lui un homme ayant un droit égal aux privilèges que le pays accorde à tous ceux qui travaillent à sa grandeur... L'unité de notre pays et la grandeur de notre Église exigent de chacun de nous, en ce moment, une forte puissance d'assimilation. Seul le triomphe de la charité peut assurer la victoire pacifique d'un peuple dont les éléments multiples doivent se fondre dans une unité qui respecte la personne humaine et la liberté."

Monsieur le président, cette annonce posait une question. J'y ai répondu. A celui qui est responsable de cette annonce démagogique, j'aimerais à mon tour poser quelques questions, et j'invite l'honorable député de Chambly-Rouville (M. Johnson) à y répondre à la fin de mes remarques.

J'aimerais savoir ce que pensent les autorités du gouvernement de la province de Québec de cette invitation parue dans le journal *Belfast Telegraph*, le 6 décembre 1959, et intitulée:

(Traduction)

De brillantes perspectives d'avenir s'offrent à nous au Canada. Tarifs réduits pour les émigrants.

(Texte)

et dans laquelle on mentionne des opportunités d'emploi immédiat au Canada pour environ 75 corps de métiers dont, entre autres, des briqueteurs en construction, des bouchers, des menuisiers, des outilleurs, etc. J'aimerais savoir ce que les autorités du gouvernement de la province de Québec, amis du gouvernement fédéral actuel, pensent de cette invitation ridicule d'inviter et d'admettre au Canada des immigrants qui dépendent de leur travail pour vivre, alors qu'au sein des corps de métiers mentionnés dans l'invitation, des centaines de mille Canadiens sont en chômage!

A ce sujet, monsieur le président, le 25 mai 1960, l'honorable député de Gloucester (M. Robichaud) posait la question suivante:

(Traduction)

Puis-je poser une question au premier ministre? Vu que nous comptons présentement 787,000 requérants non placés, d'après les chiffres publiés aujourd'hui par le Bureau fédéral de la statistique,

[M. Deschatelets.]

le premier ministre pourrait-il nous dire ce qu'il pense maintenant de la déclaration qu'il a faite à Londres, selon laquelle notre main-d'œuvre accueillerait avec plaisir, en ce moment, des dizaines de milliers d'immigrants?

Et voici la réponse que le premier ministre a donnée et qu'on trouve à la page 4405 du hansard:

Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce qui a déjà été dit à ce propos.

(Texte)

Monsieur le président, voilà une déclaration qui est à l'opposé de cette annonce démagogique que j'ai lue au début de mon discours. De plus, ce qui est surprenant, c'est que ces deux interprétations erronées viennent d'une même famille.

A tout événement, la troisième question est celle-ci: Si, en l'occurrence, le premier ministre de la province de Québec est consciemment d'opinion que cette politique d'immigration, soit sous notre gouvernement, soit sous le gouvernement actuel, est préjudiciable aux intérêts de la province de Québec, pourquoi n'en a-t-il jamais parlé? Pourquoi n'a-t-il pas appelé l'attention du gouvernement actuel depuis près de quatre ou cinq mois? Et pourquoi attend-il d'être à la veille des élections pour soulever cette question?

De plus, s'il était si conscient de la gravité de ce problème, pourquoi le premier ministre actuel de la province de Québec, lorsqu'il est allé à l'Assemblée législative de la province d'Ontario, n'a-t-il pas fait valoir ses vues sur cette importante question nationale?

Maintenant, je demanderais à nos amis conservateurs, et spécialement à l'honorable député de Chambly-Rouville, de répondre à ces trois questions: Que pensent-ils de la déclaration qu'a faite le premier ministre, avant de quitter Londres, à l'effet que nous pouvions absorber ici, cette année, durant cette période de chômage, des dizaines de milliers d'immigrants? Que pensent nos amis de la province de Québec, et spécialement notre ami de Chambly-Rouville, de cette invitation parue dans le journal *Belfast Telegraph* au mois de décembre,—alors que l'on comptait 700,000 chômeurs au Canada,—en vertu de laquelle on invitait ici des corps de métiers pendant que nous ne pouvions pas donner de travail à nos Canadiens? De plus, que pensent-ils de l'attitude des autorités de la province de Québec concernant cette annonce électorale insidieuse qui a paru ces jours derniers et qui va à l'encontre de ce que leur propre parti et leur propre chef prêchent depuis des années?

Monsieur le président, notre politique d'immigration sous le gouvernement libéral, même si l'on traversait des années de prospérité, était constamment révisée à la lumière de nos besoins, de notre capacité d'absorption et de